

**Contribution présentée :**

**Marie-Claude Léguillon et Odile Leperre –Verrier**

## ***La Culture n'attend pas***

Garantir à tous, partout, la liberté de pratique et l'accès à la culture.  
Une clef pour vivre ensemble.

*« La culture, c'est ce qui reste quand on a tout oublié. »*

*Edouard Herriot*

*« Si c'était à refaire, je recommencerais par la culture. »*

*Jean Monnet*

*« Mis en présence de l'Art c'est l'être tout entier  
qui prend une certaine inclinaison pareil à un voilier à  
l'école du vent. » Georges Henein*

### **Le constat**

Historiquement et comme dans de nombreux pays européens, la politique culturelle française a longtemps été marquée par une instrumentalisation du fait religieux qui en faisait un outil de pouvoir.

Néanmoins l'action de François Ier consacrant le Français comme langue officielle du pays et de Louis XVI affirmant la puissance culturelle vont progressivement inverser la donne. L'avènement progressif de l'Etat dans sa forme juridique et politique et des différentes ruptures institutionnelles du fait de notre histoire façonnera les prémices d'une culture nationale où les pouvoirs publics ont tout à la fois une légitimité et un devoir d'intervention. De fait, la création de l'exception culturelle à la Française s'inscrit dans la longue épopée nationale. De la diffusion démocratique ou non, nous assistons progressivement à la culture de masse où les initiatives privées et laïques complètent l'action gouvernementale.

Aujourd'hui, on parle de malaise dans le secteur de la culture. Néanmoins à considérer le succès de certaines manifestations culturelles (expositions, festivals, films etc...) on aurait du mal à imaginer que la culture soit en crise. En effet, selon un rapport de l'Inspection Générale des Finances daté de 2013, la culture contribue pour 3,2 % à la richesse nationale et emploie 670 000 personnes en France. La production totale de biens et services culturels représentait dans le même temps, 129,8 milliards d'euros. Cela étant, ces données économiques, certes fondamentales pour notre croissance nationale cachent mal une réalité plus sombre. Dans une société en manque de repères, qui peine à défendre ses valeurs, qui se sent attaquée dans ses fondements, il est évident la culture n'a pas la place qui lui revient.

Certes, force est de constater que la culture a rarement figuré au rang des priorités politiques. On pourrait, néanmoins, considérer que face à la crise que nous traversons et qui impacte tous les niveaux de la société, elle pourrait être à défaut d'une réponse, au moins un outil capable de remettre du lien, de faire sens, d'être un marqueur d'espérance.

Car faut-il le rappeler la culture participe à l'apprentissage de la vie. Elle porte en germe la liberté et en particulier la liberté de conscience. Elle constitue une ouverture sur le monde comme elle permet de le comprendre. C'est une main tendue vers l'autre et la diversité de ses expressions. En un mot, elle est un passage obligé dans cette volonté du « vivre ensemble » que nous appelons de nos vœux et qui constitue le fondement de notre devise républicaine et du principe de laïcité qui en est le ciment. Alors que le terrorisme porte gravement atteinte à notre cohésion nationale, alors que la mondialisation rime avec libéralisme économique, la culture est d'essence universelle et à ce titre, elle porte nos valeurs d'humanisme, de tolérance et de solidarité. Elle doit nous conduire au partage et aux métissages et non aux replis identitaires, discriminatoires et assassins.

Néanmoins, au-delà de ce constat, faut-il considérer que l'action culturelle a changé de cadre, de méthode et de finalité. Ainsi, la notion d'œuvre n'a plus tout à fait la même signification, même si l'artiste garde toute sa force créatrice et son pouvoir visionnaire. Les comportements, les demandes, en particulier des jeunes ont évolué et on assiste à l'émergence d'une « fast culture » qui démonétise les domaines traditionnels de la création, tout en favorisant l'émergence de nouvelles technologies. Néanmoins qu'elle que soit la mission que l'on assigne à la culture, elle ne saurait être le refuge de spécialistes et de spéculateurs inspirés. Au contraire, elle doit être accessible à tous et sur tous les territoires.

## **Et le radicalisme ?**

Dans le domaine culturel, les Radicaux ont apporté leur pierre à l'édifice, qu'ils fussent en charge d'un ministère ou en soutien à un gouvernement de gauche. Au moment où nous célébrons les 80 ans du Front Populaire, il est incontournable de rappeler le rôle essentiel que joua Jean ZAY, nommé ministre de l'Education nationale par le président du Conseil Léon Blum. Il mêla culture et éducation pour tenter de réaliser le Ministère de la vie culturelle comme projet de société, pour faire des citoyens éclairés et debout. Rappelons nous la lecture pour tous avec les « bibliobus », la création du CNRS, du Musée de l'Homme, du Musée d'Art Moderne, le Festival de Cannes, et les activités dirigées ou encore la radio scolaire, sans compter la propriété de la création et les droits d'auteur. Dynamique et ambitieux, son ministère a été marqué par une forte intervention de l'Etat avec l'octroi d'aides publiques et le vote de lois. Il voulait avant tout affirmer le pluralisme culturel et artistique. En ce sens, il a préfiguré les grandes politiques culturelles de la Libération, d'André Malraux et de Jack Lang.

C'est fidèle à l'enseignement de Jean ZAY que nous devons penser la culture de notre pays face aux menées nationales et à la barbarie qui nous menace et face au sentiment d'exclusion dans les quartiers et dans les territoires ruraux. Nous avons participé au gouvernement de gauche de 1981 à 1995, de 1997 à 2002. Encore aujourd'hui, les Radicaux

doivent s'affirmer capables d'impulser une politique fondée sur une vision culturelle de la société, portée essentiellement par les milieux de l'éducation populaire.

Pour développer la liberté de pensée et de création, pour une politique publique plus fortement ancrée en faveur d'une popularisation de la culture. C'est notre ambition ici, après les années 80-90 vécues comme un grand bouillonnement, après la révolution numérique et les nouvelles technologies qui ont accompagné la culture mais qui ont accentué sa marchandisation.

Oui ! **Les Radicaux ont une ambition** : Penser le vivre ensemble, pour un avenir partagé. Placer la culture au centre de l'éducation, pour s'émanciper, se comprendre. Définir un langage commun de partage, de paix, de fraternité, d'amitié entre les peuples. Avec une mobilité qui assurera les clés de l'avenir. Où chacun a droit à sa part de rêves, d'utopie, d'espoir.

Vaste programme qui nécessite **volontarisme et respect** et nous impose de relever un certain nombre de défis.

### **Les défis :**

- **Défi de la transmission** : Il s'agit tout autant de protéger notre patrimoine que de travailler à la transmission de nos valeurs fondamentales. L'école de la République, laïque et gratuite, doit affirmer les apprentissages, individuels et collectifs de la culture, se poser avec des objectifs civiques et de transmission, d'émancipation. C'est ainsi qu'il faut réaffirmer le rôle de l'éducation artistique. Par ailleurs, la société de la connaissance qui donne une place privilégiée au numérique et aux nouvelles technologies doit être, en matière culturelle, un vecteur de diffusion et de développement et non de régression.
- **Défi de la création** : Il importe de soutenir les artistes, ils ont un rôle indispensable dans nos sociétés déshumanisées et facilement repliées sur elles-mêmes. Ils favorisent l'épanouissement personnel et l'ouverture vers d'autres horizons. Aussi faut-il respecter leurs œuvres et leurs droits d'auteurs. Nous devons viser l'excellence culturelle et la considérer comme une réponse à l'appauvrissement intellectuel et à l'uniformisation de nos vies. C'est grâce à une politique volontariste que l'on maintiendra le dynamisme d'un secteur souvent en difficulté, notamment dans le domaine des arts vivants.
- **Défi du pluralisme dans une société numérisée** : Si les nouvelles technologies ont permis l'émergence de nouveaux modes de création, il importe d'être vigilant quant aux dérives qu'elles peuvent engendrer en veillant au pluralisme de l'information (non aux dictats de la pensée unique !), en empêchant la diffusion de propagande terroriste ou fascinante.

- **Défi de la territorialité :** La décentralisation a donné aux collectivités territoriales un rôle irremplaçable en matière de politique culturelle. Malheureusement les changements politiques intervenus lors des dernières élections font courir un risque à de nombreuses manifestations organisées en région (établissements culturels fragilisés, festivals menacés). Par ailleurs, il serait dommageable que les nouveaux exécutifs (et notamment les élus FN) s'autorisent à orienter voire à censurer les productions artistiques, au nom d'une prétendue « culture française ». La culture est par définition diverse, plurielle et ne saurait se limiter à un quelconque hexagono- centrisme. A travers la culture, nous devons aussi redonner du souffle à la ruralité qui se sent trop souvent délaissée.
- **Défi de la citoyenneté :** La culture doit s'adresser à tous, dans une égalité d'accès qui est loin d'être acquise. Il faut travailler à cette ouverture vers tous les publics. La culture permet la responsabilisation de citoyens qui loin d'être des consommateurs passifs sont partie prenante de l'action culturelle. « Tous mécènes » pourrait en être la devise. Nous devons faire de la culture un remède aux affirmations identitaires.
- **Défi de l'Europe :** La culture, parente pauvre de la politique communautaire pourrait être un vecteur important dans la réconciliation des citoyens européens avec leurs institutions. Il est, donc, indispensable de renforcer les programmes européens en matière culturelle et en particulier dans le domaine des médias et de l'audiovisuel. La libre circulation des artistes et des œuvres est un principe fondamental qu'il est urgent de réaffirmer et de soutenir. L'instauration d'une Europe fédérale devrait permettre le rayonnement de cette culture européenne.
- **Défi de la mondialisation :** Au-delà de l'Europe, la mondialisation des échanges économiques impose une grande vigilance quant au maintien du principe de l'exception culturelle, en luttant contre la marchandisation voulue par l'OMC. Nous devons par ailleurs rester de fermes défenseurs de la francophonie et de nos établissements culturels à l'étranger. A cet égard, faire inscrire le principe de laïcité au patrimoine immatériel de l'Humanité serait un plus.

***Les signataires proposent d'organiser un groupe de travail permanent afin de faire du PRG, le Parti de la Culture.***

**Il convient ainsi**

- **De renforcer la place de la culture dans notre programme,**
- **De fédérer les élus et les militants engagés dans l'action culturelle**
- **De définir un certain nombre d'axes de travail pour :**
  - Suivre la politique culturelle tant sur le plan national qu'au niveau européen, en militant contre les effets d'une mondialisation sauvage.
  - Organiser autour du PRG, un réseau d'acteurs culturels tant au niveau national que régional
  - Placer la laïcité au cœur de la culture.
  - Militer pour un budget significatif de la culture, en lui consacrant 2% du PIB.
  - Démontrer la modernité du radicalisme dans le débat d'idée, en relançant le Prix Jean Zay de la laïcité et en dynamisant la Fondation Gambetta.
  - Renforcer les centres culturels français et les alliances françaises, en réinvestissant avec force ces lieux de rayonnement culturel français.

**Nous, Radicaux de gauche, sommes en mesure de relever ce défi, parce que nous sommes porteurs d'un idéal de transmission des règles de vie commune par la culture. Nous considérons qu'elle est un moyen d'assurer l'égalité républicaine, entre les femmes et les hommes, et entre les territoires.**

***Pour redonner confiance. Pour vivre la France que l'on aime. Pour vivre ensemble, passionnément, tout simplement.***

**Marie-Claude Leguillon**

Auparavant conseillère régionale  
Membre du bureau national  
Vice présidente de la fédération régionale  
Rhône Alpes-Auvergne  
Secrétaire générale de la fédé 03

**Odile Leperre-Verrier**

Ancienne députée au PE  
Membre du bureau national  
Membre de la commission de conciliation  
Vice-présidente de la fédé 59